

Le 11 octobre prochain, cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, Solidaires -SUD, UNSA) appellent à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations.

Ne payons pas leurs dettes !

Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les travailleurs/ses, les chômeurs/ses, les jeunes, les retraité-e-s, pour protéger les patrons, les actionnaires et les banquiers.

Alors que la dérégulation et le libéralisme ont failli partout, accroissant les inégalités, le chômage de masse et le pillage des richesses collectives par une minorité, ainsi que sur la question environnementale.

Le marché n'est pas une force extra-terrestre contre laquelle on ne peut rien, c'est un des outils créés par celles et ceux qui profitent du système et pillent la majorité des Humains et de la Terre !

Le secteur sanitaire et social au coeur des restrictions

Les salaires sont bloqués depuis deux ans dans la Fonction Publique Hospitalière et devraient l'être encore l'année prochaine. Le gouvernement s'apprête à instaurer une prime «de fonction et de résultat» qui va individualiser les salaires et remettre en cause les déroulements de carrière. Le nombre de salariés pauvres explose !

La plupart des hôpitaux sont en déficit, et de nombreux établissements ne pouvant plus emprunter auprès des banques, ruinés par les emprunts toxiques, sont au bord de la cessation de paiement.

Dans le secteur privé sanitaire et médico-social associatif, la principale fédération employeur (la FEHAP) vient de dénoncer la convention collective pour réduire «la masse salariale». Les autres conventions sont aussi menacées (CC66, CLCC, CHRS ...)

Les conditions de travail se dégradent partout aussi bien dans le public que le privé : horaires dépassés, plannings chamboulés, effectifs réduits, précarité accrue...

Par ailleurs, les Agences Régionales de Santé imposent de nouveaux plans d'économies et de restructurations aux hôpitaux et établissements médico-sociaux, réduisant les capacités d'accueil et de soins, et déshumanisant la prise en charge des patients et résidents.

Pour 2012, un nouveau tour de vis est prévu avec le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.



Union
syndicale
Solidaires



Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 3 octobre 2011

Un déficit organisé !

Le déficit provient d'une très grande diminution des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards d'euros supplémentaires ; si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année 38 milliards d'euros supplémentaires. Tout cela, sans conséquences fâcheuses pour l'économie, ni pour les ménages car les « largesses » accordées sur les impôts sont des cadeaux aux plus riches.

La fraude fiscale des plus grosses sociétés fait que les entreprises du CAC 40 ne payent en moyenne que 8% d'impôt sur leurs bénéfices, malgré un taux officiel sur les sociétés de 33,33% (rappelons qu'il a été de 50% pendant des années, sans que ceci ne nuise au dynamisme de l'économie).

Le Conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel des « niches fiscales » au profit des sociétés est de 66 milliards d'euros !

D'autres choix sont possibles !

Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs. Il faut également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s.



L'endettement public renforce les inégalités

1. L'Etat baisse les impôts des plus riches, et exonère de cotisations sociales les entreprises.
2. Le déficit augmente.
3. L'Etat emprunte, essentiellement aux bénéficiaires des cadeaux fiscaux, sur les marchés financiers.
4. Ceux-ci exigent de l'Etat qu'il fasse payer les salarié-e-s et les ménages en augmentant leurs cotisations sociales (CSG) et impôts (TVA et impôts sur la consommation) et en restreignant les dépenses publiques sociales.

Ce système permet d'enrichir doublement les plus riches : par les cadeaux fiscaux qui leur sont réservés, puis par les intérêts qui sont payés par la population !

Le mardi 11 octobre doit être l'occasion d'exprimer notre refus de payer leur crise et notre volonté de faire aboutir nos revendications.

Cette première journée de riposte doit permettre de jeter les bases d'un mouvement social unitaire durable.

SUD a déposé un préavis de grève nationale pour cette journée (du lundi 10 octobre 20h au mercredi 12 octobre 8H).

Soyons nombreux(ses) dans la grève et les manifestations.